



bulletin d'analyses et de discussions marxistes

www.npa-debatrevolutionnaire.org

N° 39 - vendredi 12 novembre 2010

Dans ce numéro :

- A l'heure des tentatives de reprise en main, faire vivre les acquis du mouvement

A l'heure des tentatives de reprise en main, faire vivre les acquis du mouvement

Alors que Sarkozy, de nuit, à la hâte, comme un petit voleur, vient de promulguer sa loi contre les retraites, le communiqué de l'intersyndicale qui s'est tenue la veille ne fait malheureusement que confirmer sa dérobade. Alors que la révolte s'est amplifiée ces dernières semaines face au passage en force d'un Sarkozy profondément discrédité par les affaires et ses mille liens avec les plus riches, l'intersyndicale appelle à une « suite » le 23 novembre de façon... « *multiforme* », sans même d'appel à la grève ni même à manifestation.

Bien que la légitimité du parlement et du gouvernement ait été profondément contestée, l'intersyndicale ne réclame même pas l'abrogation de la loi sur les retraites. Tournant la page, les organisations syndicales déclarent vouloir « *approfondir leurs analyses et propositions sur ces questions (emploi, salaires, conditions de travail, ...)* afin d'interpeller le gouvernement et le patronat » ! Comme s'il s'agissait de repartir comme si de rien n'était dans un n^{ième} épisode du « dialogue social » avec ce gouvernement... ou le prochain.

Refusant l'affrontement, l'intersyndicale intègre le vote de la loi et se borne à déclarer son « *attachement au maintien de l'âge légal de départ en retraite à 60 ans et de l'âge du taux plein à 65 ans* »... Même pas l'affirmation de la retraite à taux plein à 60 ans !

De toute évidence, au moment où le mouvement reflue, les directions des confédérations cherchent à reprendre les choses en main. La politique de l'intersyndicale laisse ainsi toute latitude à la CFDT, qui combat depuis plusieurs semaines tout soutien aux grèves reconductibles ou aux blocages, pour faire ses offres de service à Parisot et au gouvernement.

Quant à la CGT, si elle a répété qu'elle voulait se battre jusqu'au bout... elle a combattu l'exigence du retrait de la loi, au nom de la nécessité de « *négoier une autre réforme* ». La loi votée, elle en prend acte et tourne la page, se préparant à un nouvel épisode de « dialogue social », c'est-à-dire à la négociation de nouveaux reculs. Thibault résumait le fond de sa politique le 6 novembre : « *toutes [les lois] sont révisables en permanence. (...) Il y a aujourd'hui unanimité syndicale, non pas pour remettre en cause la légitimité institutionnelle des représentants du peuple, mais pour considérer qu'ils ne peuvent pas légiférer en ignorant ce que dit justement le peuple* ».

Il n'y a certes pas eu « unanimité syndicale ». Solidaires en particulier a, durant tout le mouvement, milité pour le « retrait » et la grève générale reconductible. Essayant de peser sur l'intersyndicale, refusant de signer un certain nombre de communiqués, en particulier celui qui en appelait au « *respect des biens et des personnes* » alors que les équipes militantes les plus déterminées bloquaient les raffineries, les dépôts de pétroles, un certain nombre de plateformes de la grande distribution. Mais face à la dérobade de l'intersyndicale, au reflux du mouvement qui n'a pas eu la force de lever ces obstacles, Solidaires s'est retrouvé pris au piège de cette « unité ».

Pourtant, ce dont il s'agit aujourd'hui, c'est toujours de ne rien lâcher : l'abrogation de la loi, le retour aux 37,5 ans et la retraite à 60 ans à taux plein...

Si le gouvernement a réussi à imposer sa réforme, ce n'est pas une défaite sans combat. Des millions de travailleurs, de jeunes, se sont dégagés du chantage de Sarkozy sur les « *sacrifices* » face à la crise. Le mouvement marque une rupture,

Débat révolutionnaire est animé par des militants du **Nouveau Parti Anticapitaliste**

Raymond Adams - Pascal Adams - Alex Bachmann - Gérard Barthélémy - Cathy Billard - Jean-François Cabral - Michel Deboeuf
Sébastien Di Nicolantonio - Séverine Duval - Yvan Lemaitre - Galia Trépère - Isabelle Ufferte

Pour nous contacter, s'abonner à cette lettre : dr@npa-debatrevolutionnaire.org

un renouveau. Des milliers d'équipes militantes dans le pays ont repris confiance en elles, dans la lutte collective pour défendre leurs intérêts, dans les méthodes de la lutte de classe, dans la démocratie pour se donner les moyens d'agir. L'expérience et le souvenir de 2009, de l'impuissance des journées « saute-mouton », a aidé à la construction d'une nouvelle conscience qui a permis au mouvement d'aller bien au-delà de ce que voulaient les centrales syndicales. L'affrontement avec le pouvoir, c'est le mouvement lui-même, à la base, qui y a fait face et l'a assumé avec les militants les plus déterminés et les mieux armés non seulement face au gouvernement mais face à tous ceux qui ont tenté tout au long de maintenir la contestation dans le respect de la prétendue légitimité institutionnelle.

Face à cela la gauche libérale, tant syndicale que politique, a tout fait pour essayer de maintenir la contestation sous son contrôle, d'en borner les objectifs, de canaliser le mouvement tant sur le terrain social que politique. Et aujourd'hui, face à cette volonté de reprise en main, au « retrait » pour le moins brusque de tous ceux qui n'ont qu'une envie, reprendre la routine de la « négociation » avec le pouvoir, et alors même que l'approfondissement de la crise annonce de nouveaux bras de fer, l'heure est au contraire à faire vivre tous les acquis du mouvement !

Ce qui s'y est passé est profond. Et s'il est bien difficile aujourd'hui de prévoir les rythmes, d'anticiper sur la capacité des équipes qui se sont construites dans les interpros, à la base, toutes générations confondues, de résister à la reprise en main, la tâche est bien d'y travailler, de faire vivre la démocratie de la lutte, sa légitimité, les leçons du mouvement pour renforcer la confiance et la conscience nouvelle. Cela nécessite de comprendre ensemble quelles ont été les forces mais aussi les faiblesses du mouvement, sans se bluffer mais en prenant la mesure du pas franchi, et de ce qui a manqué pour faire basculer les choses, se dégager de la pression des appareils tant syndicaux que politiques qui n'ont « accompagné » qu'en espérant mieux contrôler et ramener le mouvement dans leur giron, celui du dialogue social et institutionnel...

La lutte contre la réforme des retraites dans la continuité de celles de 2009 contre la crise

Le mouvement pour les retraites s'inscrit dans la continuité des luttes de 2009 pour refuser de payer leur crise. La révolte, alimentée par le scandale des sommes colossales mises sur la table par le gouvernement pour les banques et la finance, s'était alors traduite dans la participation massive aux manifestations du 29 janvier et du 19 mars. En même temps, une série de grèves se multipliaient dans le public (EDF, Poste,...) comme dans le privé avec les luttes dures contre les fermetures d'usines et les licenciements. Les salariés de Caterpillar à Grenoble séquestraient leur direction, suivis par ceux de Sony, Molex, 3M... Les « Conti » exprimaient alors le plus radicalement ce sentiment d'avoir été floués et la volonté de se battre pour vendre le plus chèrement possible leur peau.

Face à cela, la politique des directions syndicales en est restée à la plate-forme de l'intersyndicale du 5 janvier, qui demeurait compatible avec le « dialogue social ». Espaçant au maximum les journées nationales de mobilisation, laissant volontairement les luttes qui se déroulaient sans la moindre perspective d'ensemble, refusant toute convergence, l'intersyndicale tournait le dos à la généralisation.

Les débuts de coordination, les rencontres, l'ont été à l'initiative des « Conti » avec les salariés de Goodyear, des salariés de New Fabris, de Ford, etc... Ces équipes militantes essayant de tisser des liens par-dessus les appareils.

La contestation de la politique des directions syndicales se fit entendre davantage, en particulier lors du congrès de la CGT plusieurs mois après, à travers le refus de ces journées « saute mouton » et la candidature de Jean-Pierre Delannoy face à Thibault.

Sarkozy cherche l'affrontement, et réhabilite la lutte de classe

Pensant le terrain suffisamment dégagé, Sarkozy décide en début d'année de lancer l'offensive sur les retraites dans la foulée des plans d'austérité des gouvernements grecs, portugais, espagnol, anglais... avec les encouragements des dirigeants du FMI. Dès le prétendu « *sommet social* » du 15 février, où se rendent sans discuter les dirigeants des confédérations syndicales, Sarkozy annonce la couleur : « *La réforme des retraites est trop importante pour qu'elle ne soit pas conduite de manière concertée, ouverte et sur la base d'un diagnostic partagé* », reprenant la formule de Raffarin en 2003. Les directions syndicales sont invitées à se plier aux nécessaires mesures de sauvetage des intérêts des multinationales. La campagne du gouvernement et le chantage sur l'avenir des retraites sont lancés.

Pour mener cette offensive, Sarkozy appelle à l'ouverture et le PS s'y engouffre, réclamant un « *consensus national* » sur la question. Mais la pression des travailleurs s'exerce, refusant les discours sur la crise alors que les profits du CAC 40 battent des records : la baffé électorale des régionales remet en cause les plans de Sarkozy.

Sauf qu'engluée dans le dialogue social malgré le discrédit du pouvoir, l'intersyndicale reste paralysée dans le calendrier du gouvernement et se garde bien d'appeler à un 3^{ème} tour social : les journées de « mobilisation » du 23 mars et du 27 mai s'en ressentent. Pendant ce temps, Woerth « *consulte* », discute avec les « *partenaires sociaux* » tout en distillant dans l'opinion sa campagne pour tenter de faire se résigner les travailleurs. Il attend jusqu'au 16 juin pour annoncer ses mauvais coups.

Mais la crise politique ne fait que s'approfondir, illustrée par l'ampleur que prend immédiatement l'affaire Woerth-Bettencourt et la multiplication des révélations faites par quelques journalistes. Le succès de la manifestation du 24 juin

en est le reflet : le chantage ne prend pas, au contraire, une révolte et une confiance nouvelle dans le bon droit de la contestation se disent clairement dans la rue. Mais alors que l'illégitimité de la bande du Fouquet's prend de l'ampleur durant tout l'été, les directions syndicales se dérobent, Chérèque et Thibault, se défendant de vouloir instrumentaliser « l'affaire Woerth » et la crise du pouvoir ! Ils en restent à la demande d'une... « réécriture » du projet de loi.

Mais les scandales, la démagogie xénophobe, l'accusation par le gouvernement des journalistes qui révèlent les dessous du pouvoir (accusés par Bertrand d'utiliser des « méthodes fascistes » !), renforcent le sentiment d'intolérable et la légitimité de la rue. Le succès des manifestations dès la rentrée, la détermination qui s'y exprime, obligent l'intersyndicale à accélérer le rythme. Sarkozy ne lui laisse d'autre choix, ayant décidé de passer en force.

Les provocations du pouvoir (sur le nombre de manifestants, les déclarations de Fillon se drapant de la « démocratie » contre les manifestants, les coupes sombres du budget annoncées par Baroin), renforcent le sentiment que face à un pouvoir qui ne veut rien entendre, il faut bloquer le pays, développer la grève.

Et alors que Sarkozy décide l'affrontement et de faire voter sa loi à marche forcée, il est déjà dépassé par le mouvement qui va trouver les moyens de se renforcer. Comme l'écrit alors un journaliste de *Mediapart* : « par la volonté de passer en force qui est la marque de sa contre-réforme des retraites, Nicolas Sarkozy a réhabilité à sa façon la lutte des classes ».

Un mouvement profond mais auquel manquent des objectifs clairs, une politique

Le mouvement est profond, trouve les moyens de s'étendre, prend confiance en lui, en particulier à partir du 12 octobre où la grève reconductible s'étend dans plusieurs secteurs, les raffineries, les ports et docks, la SNCF, et de façon différentes suivant les villes et les régions, dans les transports, chez les territoriaux, dans l'Education... En même temps, la jeunesse des lycées et dans une moindre mesure des universités rejoint la lutte, exigeant comme tous les militants du mouvement qui se radicalisent le retrait pur et simple de la loi. Comme le commente inquiet un conseiller de l'Elysée : « On est désormais dans une manifestation politique. (...) Avant il y avait des revendications, sur les femmes, les carrières longues. Maintenant, il n'y en a plus : c'est le retrait du texte ou rien ».

La question de la grève reconductible et de la grève générale est posée, en réponse à la stratégie des directions syndicales des journées d'action sans lendemain. L'idée de « bloquer le pays » s'impose largement, se traduisant dans des blocages pour soutenir la lutte des raffineries ou pour paralyser les aéroports, les centrales de distribution, etc. Le mouvement affirme face au gouvernement sa propre légitimité, celle de ceux qui font tourner la société.

Mais pour mener un tel affrontement face au pouvoir, pour donner confiance et entraîner dans la grève générale un nombre suffisant de travailleurs, pour tout faire basculer, le mouvement avait besoin d'une politique et d'objectifs clairs. Or, tout au long du mouvement, deux politiques se sont affrontées : la négociation avec le pouvoir ou l'exigence du retrait de la loi. La première, sur le terrain du gouvernement, ne conçoit la lutte qu'en appui aux « négociateurs » des appareils syndicaux face à leurs « partenaires ». La seconde assume l'affrontement et, pour transformer le rapport de forces, étendre la grève, a besoin de s'organiser démocratiquement, à la base, pour que les acteurs de la lutte décident eux-mêmes, au fur et à mesure, des moyens à mettre en œuvre.

Si la force du mouvement a fait pression sur l'intersyndicale, amenant certaines fédérations à déposer des préavis de grève reconductible, les confédérations se sont dérobées. Inquiètes, jouant des ambiguïtés, elles ont en permanence cherché à garder le contrôle des équipes militantes qui commençaient à mettre en œuvre une autre politique pour la lutte, ou à les isoler.

La force du mouvement : la démocratie à la base pour l'élargissement

Des milliers d'initiatives locales se sont prises avec le même souci, s'unir pour se renforcer, s'adresser aux autres salariés, à la population, dans l'objectif de bloquer l'économie. Un peu partout les équipes syndicales des entreprises mobilisées ont cherché le contact avec les autres secteurs en grève.

Des interprofessionnelles locales intersyndicales se sont ainsi multipliées, s'appuyant parfois sur les acquis de précédents mouvements (2003 contre les retraites, 2006 contre le CPE, voire dans certains endroits, 95) ou s'y lançant pour la première fois. Ces interpros se sont aussi élargies aux étudiants, aux militants du mouvement, syndiqués ou non, malgré les pressions des appareils rapidement inquiets de voir les initiatives leur échapper. Au Havre, comme dans certaines villes, une AG interprofessionnelle de grévistes s'est mise en place pour organiser les actions, faire un journal de grève appelant à « poursuivre la lutte jusqu'au retrait du projet ».

Une importante expérience collective a été vécue par nombre de militants nouveaux, tous drapeaux syndicaux déployés et mêlés avec fierté, toutes générations confondues. Elle a permis de faire de la politique ensemble, de décider ensemble des contenus des tracts pour s'adresser aux autres travailleurs, à la population, pour faire l'opinion. Et elle a imposé le débat dans les structures syndicales pour essayer de dépasser les obstacles, les réticences, quand ce n'est pas l'hostilité affichée des UD à ces embryons d'organisation démocratique.

Des milliers de militants de la lutte, militants syndicalistes, non syndiqués, étudiants ou lycéens ont vécu au coude à

coude pendant plusieurs semaines, parfois surtout pris par l'organisation d'initiatives, dont les blocages que certains, les plus impatientes, parfois activistes, ont pu croire être un pis-aller à la grève générale pour bloquer l'économie. D'autant que c'étaient des lieux de grande liberté, d'enthousiasme et de démocratie, les appareils gardant le plus souvent leurs distances avec ces initiatives.

Aujourd'hui où le mouvement marque le pas mais où les volontés restent nombreuses de maintenir non seulement « les braises chaudes » mais de faire vivre les liens militants qui se sont créés, il est nécessaire de prendre le temps de réfléchir ensemble aux acquis comme aux faiblesses qui ont été celles de cette étape du mouvement, pour mieux préparer les suites.

Le poids des reculs accumulés et de la politique du dialogue social

Les reculs de ces dernières années ont pesé. Dans bien des entreprises, les dégâts causés par la précarité, les statuts différents, les bas salaires, la menace des licenciements ont pesé sur la mobilisation. Mais plus encore les reculs successifs, en particulier sur la question des retraites depuis 1993, qui ont alimenté un sentiment d'impuissance face à la nouvelle offensive du gouvernement, en particulier chez les jeunes salariés.

La politique du « dialogue social » dans laquelle les confédérations syndicales ont tenu prisonnier le mouvement, intégrant par nature même ces reculs, se refusant à construire le rapport de force dans la rue et par la grève, a été un obstacle majeur.

Comme le décrivait un éditorial de Libération : « *Officiellement, nous sommes dans un bras de fer (...), mais, en fait, la négociation continue. Étrange négociation, sans discussions directes ni contacts à ciel ouvert. (...) Tout se passe comme si Bernard Thibault et François Chérèque jugeaient impossible une défaite du gouvernement en rase campagne* ».

De fait, c'est Sarkozy lui-même qui a cherché l'affrontement, voulant mettre à genou les confédérations syndicales qui n'osaient, elles, voir les choses en face. Il les a poussé à aller plus loin aussi sous la pression des travailleurs, des jeunes, qui en intervenant directement sur le terrain de la lutte de classe, ont contesté la légitimité de ce gouvernement des riches par les riches.

De ce point de vue, Sarkozy n'a pas gagné et la crise politique de la droite est profonde. Jamais casting pour le poste de 1^{er} ministre n'aura été aussi long avec autant de prétendants, d'appétits et de rivalités affichés. L'épisode Borloo et la comédie d'un renouveau du dialogue social n'a duré que le temps de tenter de semer quelques illusions. On revient aux choses sérieuses. Pour engager la suite de son plan d'austérité, si Sarkozy est tout disposé à relancer le « dialogue social », il sait que, quelque soit aujourd'hui l'attitude des directions syndicales, les ruptures qui viennent de s'opérer laisseront des traces. Les grèves reconductibles, le mouvement de la jeunesse, les blocages, en contradiction avec ce « dialogue social », ont changé la donne.

Quelle unité, quelle politique pour préparer l'affrontement, la grève générale ?

Un autre problème a été celui de l'unité, ou plutôt celui de la politique sur laquelle s'est réalisée l'unité des directions syndicales. Bien évidemment, l'unité à la base a été un facteur très dynamique du mouvement. Dans les interpros qui se sont développées et même dans des intersyndicales d'entreprises, des militants ont pu faire l'expérience de cette unité à la base, se libérant des calculs de boutique, des divisions syndicales qui pèsent dans bien des secteurs. Les travailleurs aspirent à cette unité pour la lutte, justement parce qu'elle bouscule le poids des appareils.

Mais au niveau des directions syndicales, « l'unité » de l'intersyndicale repose sur une toute autre politique. S'appuyant sur le plus petit dénominateur commun, elle est incapable d'affirmer les exigences du monde du travail, des revendications claires sur les retraites comme les 37,5 annuités pour tous ou la retraite à 60 ans à taux plein. Quand le mouvement commence à se renforcer et à se radicaliser, elle s'aligne sur les positions de Chérèque, pour qui « *ceux qui veulent radicaliser le mouvement, appeler à la grève générale, souvent veulent rentrer dans une démarche politique, d'opposition globale avec le gouvernement. Or la force de ce mouvement, c'est qu'il n'est pas politique mais social. On a une force tranquille, utilisons cette force* ».

Ainsi le 21 octobre, alors que la grève reconductible cherche à se développer et que les blocages se poursuivent dans le pays, l'intersyndicale sort un communiqué qui tant par le calendrier des actions que par le contenu, tourne le dos aux intérêts du mouvement : pas un mot sur les grèves reconductibles, sur le mouvement dans la jeunesse, sur les blocages... si ce n'est pour s'en désolidariser en déclarant veiller au respect « *des biens et des personnes* ». Pendant ce temps, l'Etat envoyait ses CRS contre les lycéens et les grévistes et recourait à des réquisitions illégales dans les raffineries !

L'unité qui consiste à s'aligner sur la CGC qui condamnait les blocages et « menaçait » de partir une semaine avant ou sur Chérèque qui combat toute radicalisation du mouvement a servi surtout de paravent à la propre dérobade de l'intersyndicale, et en particulier de la CGT, dont la base poussait à une intensification de la lutte.

L'unité utile aux luttes du monde du travail n'est pas ce plus petit dénominateur commun entre appareils, elle est au contraire indissociable de la démocratie la plus large, à la base. Elle permet ainsi aux plus conscients d'entraîner les autres dans des relations démocratiques, en donnant confiance dans les possibilités de la lutte.

Mais pour se faire, elle doit s'appuyer sur une politique qui ose poser la question sociale en des termes politiques, c'est-à-dire qui ne craint pas l'affrontement avec le pouvoir ni ses conséquences en terme de crise politique. En ce sens, l'unité est avant tout l'unité démocratique à la base, celle qui se retrouve dans les comités de grève, les comités de lutte, permettant aux acteurs du mouvement de le décider et de le contrôler.

Pour une politique syndicale en rupture avec le dialogue social

Faire vivre les acquis du mouvement, c'est aussi discuter de quelle politique nous défendons dans les organisations syndicales. Face à la politique du gouvernement et des patrons, qui cherchent à faire payer cher la crise de leur système, le dialogue social ne sert qu'à accompagner les reculs. Il est devenu une arme dans les mains du gouvernement pour tenter de paralyser les réactions du monde du travail, en pratiquant le bluff permanent de la « concertation » avec les « partenaires sociaux ». Il n'y a même pas de « négociations » avec le pouvoir. Comme ailleurs en Europe, le gouvernement passe en force pour imposer son plan d'austérité sur les retraites et maintenant, il voudrait passer à la sécu, voire aux 35 heures. C'est à cette politique qu'il faut s'en prendre, en commençant par contester la légitimité de ceux qui ont financé à fonds perdus les banques et les riches, et présentent maintenant la facture aux travailleurs.

Face à ces régressions sociales, il faut défendre les exigences du monde du travail, ne pas se justifier. Dans le mouvement, un des problèmes importants a été justement la justification de la réforme, qui était même acceptée par une série d'organisations syndicales. Cela accréditait l'idée qu'il y a un vrai problème de financement, une question « démographique », alors que le problème essentiel est celui du vol sur la part des salaires dans les richesses produites qui n'a cessé de régresser au profit des actionnaires ces dernières années.

Sur les retraites comme sur les salaires ou les emplois, il faut avancer des revendications offensives, partant des besoins fondamentaux des travailleurs, de leurs exigences, leur permettant de se libérer des chantages permanents des patrons ou du gouvernement. Les 37,5 annuités pour tous public et privé, les augmentations de salaires de 300 €, l'interdiction des licenciements sont justement de telles réponses à la crise et à la politique des classes dominantes, qui ne peuvent s'imposer que par l'inversion du rapport de forces, par la lutte d'ensemble, par la grève générale.

Faire vivre un syndicalisme de lutte de classe, rompant avec le dialogue social, pratiquant la démocratie à la base, est une tâche importante pour les étapes qui nous attendent.

Luttes sociales et luttes politiques, une seule lutte de classe

« Ce que nous avons à faire c'est que cette colère qui n'a pas trouvé son résultat social trouve sa traduction politique en 2012 »... Voilà comment Hollande et le PS résumant la question de la « perspective politique ». Là aussi, il ne manque pas de volontés pour faire rentrer le mouvement dans le rang des institutions et des élections. Le PS qui a voté avec la droite l'allongement à 41,5 annuités a beau jeu de se présenter en perspective, surtout quand les plans d'austérité en Europe sont menés par des gouvernements de gauche en Grèce, au Portugal ou en Espagne. D'autant qu'un des candidats probable reste DSK, patron du FMI qui vient d'applaudir à la contre-réforme des retraites Sarkozy en déclarant « *c'est une réforme qu'il aurait fallu faire depuis 20 ans* » !

Quant au Front de Gauche, il n'a pas de politique propre face au social-libéralisme. Dans les manifestations, il en appelle au « Front Populaire » en référence à Blum en 36, ce qui est déjà tout un programme... et un ralliement. La « révolution citoyenne » de Mélenchon ce sont surtout les urnes et les institutions, tout comme sa proposition de referendum contre la réforme des retraites, destinée à détourner le mouvement sur le terrain institutionnel.

Non, la perspective politique ne peut être une nouvelle mouture d'union de la gauche, gérant ce système capitaliste dans le cadre de l'Etat, de ses institutions et de la protection de la propriété privée garantissant les privilèges des plus riches.

La question des perspectives politiques se pose à partir de la lutte que nous venons de connaître. Quelles réponses à la crise sur le terrain de la lutte de classe ? Qui dirige ? Pour nous, la question sociale et la question politique sont bien une seule et même question. Le mouvement que nous venons de connaître s'est heurté de front à ce problème, en particulier par la politique de l'intersyndicale refusant l'affrontement avec Sarkozy sous le prétexte que cela devenait... politique.

La lutte pour défendre les intérêts quotidiens du monde du travail impose aujourd'hui de préparer un tel affrontement face au pouvoir et au patronat puisque le camp d'en face compte bien le mener. Le mouvement que nous venons de vivre vient d'en poser largement les premiers jalons. C'est toute cette expérience qu'il s'agit aujourd'hui de renforcer, de faire fructifier.

Laurent Delage, Isabelle Ufferte